

Entretien avec Michael Walzer

Gid'on Lev

Israël et la Guerre de Gaza

Extraits de l'article paru dans le journal israélien *Haaretz* du 4/01/2026

Lors de cet entretien, Michael Walzer, spécialiste américain de l'éthique de la guerre et sioniste convaincu, déclare aux Israéliens qu'après la destruction de Gaza par le gouvernement de Benyamin Netanyahou, une introspection est essentielle. Il explique comment la guerre juste menée par Israël à Gaza s'est transformée en guerre injuste.

Au printemps 1967, le jeune philosophe Michael Walzer parcourut les États-Unis, dénonçant avec passion la guerre du Vietnam partout où l'on voulait bien l'écouter. Puis éclata la guerre des Six Jours – et le professeur de Harvard défendit l'attaque israélienne avec la même ferveur.

« Certains trouvaient cela incohérent », se souvient-il, « et je voulais expliquer qu'il existe des guerres justes et des guerres injustes. Mais j'ai constaté qu'il y avait peu de littérature disponible sur le sujet. Les derniers à s'y être intéressés étaient des philosophes chrétiens du Moyen Âge, et leurs théories n'étaient enseignées que dans les universités catholiques. »

Walzer entreprit de travailler sur une version laïque cette réflexion qui examinerait les circonstances justifiant ou non la guerre. Cette décision bouleversa sa vie et fit de lui l'un des penseurs politiques les plus influents des cinquante dernières années, ainsi que la plus grande autorité mondiale en matière d'éthique de la guerre.

« J'ai travaillé sur le sujet pendant dix ans », confie-t-il à *Haaretz* lors d'une conversation marathon de trois heures, à l'occasion d'une récente visite en

Israël. Walzer a lu, dit-il, d'innombrables textes de philosophie catholique et d'histoire militaire, et, afin d'approfondir ses connaissances, il s'est entretenu avec de nombreux soldats. « Je me suis intéressé à ce domaine même si je n'ai jamais servi dans l'armée », explique-t-il d'un ton presque contrit. « J'étais trop jeune pour la Corée et trop vieux pour le Vietnam. »

Son livre, *Guerres justes et injustes*, a été publié en 1977. « J'étais un jeune militant de gauche », dit-il, « et à ma grande surprise, quelques mois après sa parution, l'ouvrage a été ajouté à la liste des lectures obligatoires de l'Académie militaire américaine de West Point. Depuis, j'y ai été invité à de nombreuses reprises. »

Il n'est pas évident qu'un ouvrage de philosophie universitaire puisse avoir une telle influence.

« Wittgenstein a dit un jour que la philosophie ne change rien au monde, et il avait raison. Mais mon argumentation sur les guerres justes est devenue partie intégrante du droit international, et elle influence aussi la façon de penser des soldats. Des officiers de l'armée américaine m'ont confié avoir emporté mon livre avec eux en Irak. »

Pouvez-vous expliquer brièvement ce qui rend une guerre juste ?

« Le plus important, c'est la légitime défense. C'est le principe fondamental qui justifie l'entrée en guerre. À cela s'ajoute l'intervention pour mettre fin à un massacre. Par exemple, l'invasion du Cambodge par les Vietnamiens pour stopper les Khmers rouges était justifiée. Il est important de distinguer la guerre préventive de la guerre préemptive. La première est déclenchée par la simple crainte d'une attaque ; elle est donc plus hypothétique. La seconde est entreprise lorsqu'on sait qu'une attaque est imminente, sans aucun doute, et qu'on frappe le premier. C'est ce qui s'est passé en 1967. »

La guerre contre le Hamas était-elle juste, selon vos principes ?

« Il ne faut pas oublier que la guerre visait aussi « l'Axe de la résistance » iranien. Pour la plupart des Israéliens, le conflit se concentrait sur Gaza, mais il s'agissait d'une guerre sur plusieurs fronts, incluant une frappe contre

l'Iran. Cette frappe était justifiée, car l'Iran participait à l'attaque conjointe contre Israël. Israël a eu de la chance que l'attaque n'ait pas été coordonnée – peut-être parce que le Hamas craignait une fuite. Si elle avait été menée simultanément de trois directions, avec les armes fournies par l'Iran, elle aurait été extrêmement dangereuse pour Israël. Il est important de s'en souvenir. »

Sans surprise, Walzer affirme sans équivoque que la guerre lancée par Israël après l'attaque du 7 octobre était parfaitement justifiée.

« Après une telle attaque, tous les pays du monde entreraient en guerre », affirme-t-il. Mais avec le temps, des questions ont commencé à se poser. « Il existe une distinction éthique importante entre la justification de la guerre – ce qu'on appelle en latin *jus ad bellum* – et la justification morale de la manière dont elle est menée – *jus in bello*. Entrer en guerre était juste ; ensuite, les choses se sont compliquées. »

Walzer pèse ses mots. « Je suppose que les Forces de défense israéliennes ont combattu loyalement au début de la guerre », dit-il. « Mais il n'est pas facile de lutter contre une milice qui se dissimule au sein de la population et utilise des boucliers humains. Les règles établies stipulent qu'après avoir identifié une cible militaire, la partie attaquante doit en évaluer l'importance et le nombre de civils qui seraient touchés, puis déterminer si la valeur de la cible justifie de tuer ce nombre de personnes. »

Existe-t-il un ratio accepté ?

Non, car ce ratio dépend de l'évaluation de la cible. C'est donc très problématique. Cependant, les armées ont tendance à établir des règles concernant un ratio de pertes justifié. Lors des précédentes opérations à Gaza, un tel ratio existait, et selon les médias, de hauts gradés israéliens ont déclaré que, dans le conflit actuel, Israël l'avait modifié pour justifier le massacre de davantage de civils. Il m'est difficile d'être précis à ce sujet depuis New York, mais lors des bombardements de la dernière phase de la guerre, il semblait qu'aucune évaluation n'ait été effectuée. Ce que les gens ont vu à la télévision américaine, c'était par exemple un immeuble de six ou sept étages qui s'est entièrement effondré après un bombardement. Puis un por-

te-parole de Tsahal est apparu et a déclaré qu'une unité d'observation du Hamas se trouvait sur le toit. Tous ceux qui ont vu cela se sont dit : cela ne justifie *pas* la destruction de 40 appartements. Les attaques semblaient disproportionnées, comme si elles visaient à rendre Gaza inhabitable. »

Parallèlement à ses critiques de la conduite d'Israël, Walzer souligne que le recours aux civils par le Hamas à Gaza était sans précédent. Il explique que l'une des questions les plus importantes en matière d'éthique de la guerre concerne le degré de risque que les soldats doivent accepter afin de minimiser les dommages causés aux civils.

« Quand on parle aux soldats, ils évoquent souvent la prise de risques pour réduire le nombre de victimes civiles. Mais à Gaza, il y a eu une double instrumentalisation des civils, chose inédite.

D'abord, le Hamas a intégré ses hommes à la population civile : hôpitaux, écoles, appartements familiaux. Mais au-delà de ça, il y avait aussi la ville souterraine. On les appelait des « tunnels », mais c'était en réalité une véritable ville.

« Il y avait trois niveaux, certains ventilés, ce qui nécessitait des pompes et de l'électricité. Et tout cela était protégé par la ville au-dessus. Je n'ai rien trouvé de semblable dans l'histoire militaire.

C'est une nouvelle forme de guerre, et il m'est difficile de déterminer quelles sont les règles et quels risques les soldats doivent prendre. Dans un tel cas, ceux qui portent la plus grande responsabilité ne sont parfois pas les généraux ou les conseillers juridiques qui approuvent les guerres, mais les personnes directement sur le terrain. »

« Dans différentes armées, à différentes époques, de nombreux soldats ont tenté de combattre selon des principes moraux, et les plus importants sont les officiers sur le terrain », explique Walzer.

« Certaines unités combattent avec bravoure, d'autres avec barbarie, et cela dépend pour beaucoup de l'âge de l'officier. Non seulement de sa moralité, mais aussi de son sang-froid. Au Vietnam, lors des massacres, c'était généralement le résultat de la panique de jeunes officiers. J'ai parlé avec un officier israélien dont l'unité, lors d'une précédente opération à Gaza, recherchait des entrées de tunnels. Il m'a dit que ces entrées dissimulaient

toujours un piège, une embuscade, et il a ajouté : « Si le commandant garde son calme et sa maîtrise de soi, il parvient généralement à sortir ses hommes du piège sans l'aide de l'artillerie ou de l'aviation – qui entraîne la mort de nombreux civils. » »

« Mais le piège le plus grave de cette guerre ne concernait pas seulement les unités sur le terrain, mais l'ensemble de Tsahal et Israël tout entier.

« Le Hamas a planifié une attaque à laquelle Israël ne pouvait répondre sans tuer des civils, détruire des habitations et déplacer des populations », explique Walzer.

« C'est une caractéristique commune des guerres asymétriques – des guerres entre une armée de haute technologie et une organisation de basse technologie. Cette dernière se dissimule parmi les civils, et l'armée en tue un grand nombre. Il y a eu une série de guerres asymétriques, à commencer par la guerre d'Algérie. Toutes furent des désastres.

« Le Hamas était particulièrement efficace pour s'infiltrer dans la population civile, et la mort et la destruction faisaient partie intégrante de son plan.

Israël n'avait d'autre choix que de tomber dans ce piège, mais lorsqu'on tombe dans un piège, il faut bien réfléchir à la manière d'en sortir. »

« C'est l'armée qui tue le plus et elle perd la guerre si elle n'extermine pas la population, comme l'ont fait les Russes en Tchétchénie ou les Sri Lankais contre les Tamouls », poursuit-il.

« Mais on ne peut agir ainsi que si personne ne s'en soucie. Les Français, les Américains, les Israéliens ne peuvent pas se permettre cela, car le monde entier les observe. Le Hamas a su s'infiltrer efficacement au sein de la population civile, et la mort et la destruction faisaient partie intégrante de sa stratégie. Israël n'avait d'autre choix que de tomber dans ce piège, mais lorsqu'on tombe dans un piège, il faut bien réfléchir à la manière d'en sortir.

On peut tenter de le contourner par la politique et la diplomatie – comme l'ont recommandé des membres de Tsahal et de l'administration améri-

caine – ou on peut s'en sortir par la force, ce qu'a choisi de faire le gouvernement israélien. »

C'est ainsi que vous comprenez le choix des dirigeants d'Israël ?

« Le traumatisme du 7 octobre a engendré une réaction rhétorique débridée, appelant à la vengeance et aux massacres indiscriminés.

« Des personnalités politiques israéliennes de premier plan ont affirmé qu'il n'y avait pas de civils innocents et que tout le monde devait être tué. Le choc et le traumatisme de l'attaque ont créé une rhétorique qui sera utilisée contre Israël dans tous les débats futurs sur la conduite de la guerre et sur la question de savoir si un génocide a eu lieu. »

Ces réactions se sont également répercutées sur le terrain, explique Walzer. « Cela a engendré des problèmes moraux qui auraient dû être traités, mais ne l'ont pas été. Sur les réseaux sociaux, des vidéos horribles montraient des soldats se vantant des crimes de guerre qu'ils avaient commis. Il s'agissait sans doute d'une minorité, mais cela illustrait un relâchement de la discipline au sein de l'armée. Parallèlement, la violence des colons s'est intensifiée jusqu'à des... » – hésite-t-il – « pogroms, sous le regard passif de la police et de l'armée. Des témoignages crédibles faisaient également état de mauvais traitements infligés aux détenus. Le refus d'autoriser l'accès à la Croix-Rouge était une erreur, même s'il était motivé par la volonté de faire pression sur le Hamas pour qu'il autorise les visites aux otages. »

Le problème éthique le plus grave, selon lui, était le siège imposé à Gaza. Là encore, il adopte une position mesurée mais ferme.

« Il s'agissait d'un siège partiel, avec des interruptions, mais il représentait néanmoins une part importante de l'effort militaire israélien, et constitue peut-être l'aspect le plus crucial du débat sur la justification de la guerre : la responsabilité d'Israël quant à la situation médicale et nutritionnelle des habitants de Gaza. Après l'attaque du 7 octobre, de nombreux Israéliens, et de nombreux Juifs à travers le monde, ont cru qu'Israël n'avait aucune responsabilité, compte tenu des célébrations organisées à Gaza suite à l'attaque. Mais c'était une erreur. »

Pourquoi serait-ce une erreur de penser ainsi ? Après tout, le Hamas est censé être responsable des habitants de Gaza.

« Imaginez la structure d'un siège. On encerle une ville, on bloque les approvisionnements, puis on attend. Les habitants, affamés, font pression sur leurs dirigeants, et c'est ce qui, historiquement, a conduit ces derniers à accepter des négociations ou à capituler. Mais ce scénario présuppose un lien moral ou politique entre les habitants et leurs dirigeants. Or, un tel lien n'existait pas entre le Hamas et la population de Gaza, et les décideurs israéliens le savaient.

« C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le Hamas a été si largement condamné. Ses dirigeants voulaient tuer des Juifs, mais ils voulaient aussi que les Juifs tuent des Palestiniens. Les massacres à Gaza faisaient partie de leur plan. Par conséquent, le siège était une erreur politique et, plus grave encore, moralement répréhensible. On ne peut en aucun cas le qualifier d'opération militaire. »

Mais si les dirigeants des Gazaouis ne se soucient pas d'eux, pourquoi Israël le ferait-il ?

« Aussi étrange que cela puisse paraître, dans une guerre asymétrique, le bien-être de la population civile incombe à l'armée de haute technologie. D'abord, parce que les morts civiles constituent un atout pour l'ennemi. Même si le Hamas a volé une partie du carburant et de la nourriture et en a tiré profit, il a davantage profité des destructions causées par le siège. Un haut commandant de l'armée américaine en Afghanistan a déclaré : "Plus nous tuons de civils, plus nous risquons de perdre la guerre."

« C'est un élément stratégique à prendre en compte. Mais il y a aussi le fait que celui qui cause des destructions doit se soucier des victimes innocentes et sans défense de l'autre côté. Et Israël ne l'a pas fait. Israël entendait qu'il n'y aurait aucun soulagement aux souffrances avant une "victoire totale" – une victoire impossible et à laquelle personne, pas même Tsahal, ne croyait vraiment. »

Walzer, né dans le Bronx à New York, a longtemps été considéré comme un ami inconditionnel d'Israël. Le 7 octobre, il a réagi avec choc et colère, convaincu qu'une riposte militaire ferme était justifiée et indispensable. Il l'a d'ailleurs déclaré au journal

Haaretz en novembre 2023.

« Dès le début de la guerre, j'ai insisté sur la responsabilité du Hamas, et pas seulement pour l'attentat du 7 octobre », déclare-t-il aujourd'hui. « Aux États-Unis, certains ont condamné l'attaque, puis ont écrit sur la guerre comme si le Hamas n'y avait pas participé et que seule l'armée israélienne était présente sur le champ de bataille. »

Y a-t-il eu un moment précis où votre vision de la guerre a changé ?

« Lorsque Joe Biden et ses conseillers sont venus voir le Premier ministre Netanyahu et lui ont dit : "Vous avez causé suffisamment de dégâts, vous pouvez maintenant poursuivre la lutte contre le Hamas par la voie diplomatique". En tant que spécialiste des questions de guerre et de morale, je peux affirmer qu'au moment où une voie politique existait pour vaincre le Hamas et libérer les otages, la guerre est devenue injuste.

« La volonté de gagner alors qu'il était impossible de gagner sans détruire Gaza était criminelle. Les guerres sont parfois nécessaires, mais elles doivent avoir une fin et un but. Votre gouvernement a refusé de s'engager sur un quelconque but, si ce n'est la conquête de la bande de Gaza et l'expulsion de la totalité ou de la quasi-totalité de ses habitants – alors qu'une meilleure issue était possible.

« Je m'exprime aujourd'hui en tant qu'Américain ayant voté pour Biden et l'ayant admiré. Le 8 octobre, avec une lucidité et une conscience morale remarquables, Biden a pris position aux côtés d'Israël et des Juifs comme aucun président américain ne l'avait fait auparavant. Il a déployé des porte-avions et formé une coalition pour défendre Israël contre les missiles. Et il avait un plan pour mettre fin à la guerre – au moins un an avant que Donald Trump ne s'en inspire. Bien sûr, le plan de Biden n'était pas parfait, celui de Trump non plus. Tous deux comportent des risques. »

[...]

« J’admire la société civile israélienne qui est descendue dans la rue pour exiger la libération des otages et la fin de la guerre », a déclaré Walzer. J’admire ceux qui se rendent dans les territoires [occupés] pour protéger les Palestiniens des agresseurs. »

Mais la guerre, a-t-il déclaré, « est une œuvre collective », et les citoyens israéliens « doivent reconnaître leur responsabilité dans les destructions et les massacres à Gaza. Bien sûr, il faut aussi saluer le courage des soldats face aux difficultés de la guerre. Il y a lieu d’être fier, mais aussi de se sentir coupable des injustices commises en votre nom. La réaction internationale sera probablement unilatérale et injuste. C’est pourquoi, pour l’avenir d’Israël, il est essentiel que vous meniez votre propre introspection », a-t-il conclu, presque suppliant. « Faites-le bien. »

[...]

Walzer a écrit 27 livres et plus de 300 articles. L’un de ses ouvrages, *Le Paradoxe de la libération*, paru en 2015, est particulièrement pertinent aujourd’hui. Un des phénomènes politiques les plus marquants de ces dernières décennies est l’abandon, par des peuples opprimés ayant conquis leur indépendance par la modernisation et la démocratisation, de la démocratie et de la laïcité après une période de prospérité plus ou moins longue, pour se tourner vers des voies religieuses et antidémocratiques. Dans ce livre, Walzer s’efforce de comprendre les raisons de ce phénomène.

Son explication est la suivante : bien que les mouvements de libération aient combattu les occupants européens, leurs dirigeants étaient eux-mêmes des personnes formées en Occident – des laïcs qui aspiraient à instaurer des régimes démocratiques. Or, les peuples qu’ils cherchaient à libérer étaient traditionnels et résolument non européens. Avec le temps, la population nouvellement indépendante voterait démocratiquement pour des partis religieux, marginalisant ainsi les fondateurs de l’État et les dépeignant comme des élites perfides, déconnectées des aspirations du peuple. Dans son ouvrage, Walzer s’intéresse au passage de la libération laïque au fondamentalisme religieux, un processus qui s’est déroulé en Israël, en Inde et en Algérie. « L’argument principal du livre est que les libérateurs étaient engagés dans deux combats : contre le pouvoir colonial et contre leur pro-

pre société traditionnelle », explique-t-il. « Nehru a combattu à la fois les Britanniques et le système des castes. Le FLN marxiste en Algérie a lutté contre les Français et contre l'islam. Quant au sionisme, il revendiquait l'indépendance nationale et le rejet de l'idée de diaspora, c'est-à-dire, en réalité, le rejet du judaïsme tel qu'il avait existé pendant 2 000 ans. » Voici le paradoxe de la libération selon Walzer : la libération ne se limite pas à l'affranchissement du joug du conquérant colonial, mais concerne aussi les conceptions ancestrales de soi-même – et les deux sont incompatibles. Si la libération nationale est acquise, la libération séculière non seulement échoue, mais conduit à un fondamentalisme plus extrême encore qu'avant l'indépendance, précisément en raison de l'attaque brutale contre les fondements traditionnels et religieux du peuple.

Comment les premiers dirigeants sionistes auraient-ils dû agir ?

« Apparemment, il n'y avait d'autre choix que de rejeter des aspects importants de la vie en diaspora, mais ce rejet était excessif. Pendant plus de deux mille ans, l'existence en diaspora a permis de préserver une vie nationale sans territoire ni souveraineté. C'est un accomplissement qui aurait dû être respecté et intégré au mouvement sioniste. Certains ont essayé. Bialik, par exemple, a créé un recueil de contes *midrashiques*.

« Rétrospectivement, il aurait fallu reconnaître la valeur de la diaspora. Cela aurait facilité l'immigration *mizrahi* (orientale), plus traditionnelle. Mais j'admets que cela n'aurait pas été simple. »

Une critique formulée à l'encontre de votre ouvrage est que la théorie que vous présentez n'est pas universelle et que, dans les pays chrétiens ayant accédé à l'indépendance, un tel renversement de situation ne s'est pas produit. Pensez-vous que le judaïsme recèle une tendance à l'extrémisme ?

« En France, après la Révolution, il y a eu une réaction catholique. Même chose en Allemagne : le pays a d'abord accueilli les Lumières avant de basculer dans l'extrémisme. Mais il se peut que le protestantisme soit plus ouvert à un gouvernement libéral que le catholicisme, l'islam et le judaïsme. Ceux qui prétendent avoir un lien direct avec Dieu sont les plus dangereux, tandis que le protestantisme a eu tendance, tout au long de l'histoire,

à se fragmenter en de nombreux courants. D'ailleurs, le judaïsme a connu le même sort, devenant une religion aux multiples branches : haredi, réformée, conservatrice. Cette fragmentation a finalement joué en sa faveur. »

Il semble que, dix ans après la publication du « Paradoxe de la libération », la situation dans les pays que vous avez examinés ne se soit pas améliorée.

« C'est exact. En Algérie, le FLN, s'opposant au fanatisme islamique, a instauré un régime militaire autoritaire, contrairement aux aspirations des leaders de la lutte de libération. En Inde, le nationalisme hindou a gagné en puissance. Et en Israël, on observe un régime plus religieux et plus à droite, notamment parce que Netanyahu a intégré des extrémistes au gouvernement. »

Peut-être Netanyahu n'est-il pas responsable de ce processus, qui, selon votre livre, se serait probablement produit de toute façon, comme ce fut le cas dans d'autres pays.

« Je pense que pour l'État d'Israël, Netanyahu est un très mauvais dirigeant. D'abord, à cause de ses incitations à la haine contre Rabin et de son opposition à la fin de l'occupation et à la coexistence avec les Palestiniens. Il a systématiquement sapé tous les efforts. Il a approuvé ou financé les colonies et formé des coalitions avec des personnalités très extrémistes, tant sur le plan nationaliste que religieux. La réaction religieuse contre la libération nationale laïque se serait produite de toute façon, mais Netanyahu joue un rôle majeur dans son succès politique. »